


<p>ABYMES</p>  <p>CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE Rue du Général Delacroix 97139 ABYMES Tél. : 05 90 20 81 00</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES(CCP)</p> <p>Marché n°2023-01/CCAS/EHPAD/2023/11/06</p>
---	--

REEMPLACEMENT DU SYSTEME D'APPEL MALADE POUR L'EHPAD JEREMIE JALTON DES ABYMES

**Marché passé en procédure adaptée
en application des dispositions
de l'article R.2123-1 1° du code de la commande publique**

Date limite de remise des offres : *le lundi 04 décembre 2023 à 12 heures*

1 – Nom de l'organisme acheteur

Pouvoir adjudicateur : **Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) des Abymes**
Rue Général Delacroix
97139 Les ABYMES
Tél. : 05 90 20 81 00 Fax. 05 90 20 25 40

Personne responsable du marché : Le Président du CCAS

Comptable assignataire : Le Comptable public de Cap Excellence

Établissement public local à caractère administratif, le CCAS des Abymes est constitué de trois établissements distincts avec budget autonome : Le CCAS Siège ; L'EHPAD Jérémie JALTON (établissement d'hébergement de personnes âgées dépendantes) et, le SSIAD (Services Infirmiers de Soins à Domicile).

1.1 GENERALITES

Le titulaire présentera la fourniture de mise en place d'une solution intégrant un système d'appel Infirmier full-IP répondant aux différents besoins de l'établissement, de base elle assurera une traçabilité complète et un suivi de l'ensemble des événements.

Cette solution permettra de répondre aux attentes des acteurs principaux de l'établissement :

- ⇒ Le résident,
- ⇒ Le personnel soignant,
- ⇒ Le personnel administratif et de direction.

Les différents composants de la solution et les attentes des principaux acteurs sont précisés et décrits dans les paragraphes suivants.

Toutes les composantes de la solution seront développées autour de la même infrastructure pour faciliter l'archivage et la traçabilité des données.

1.2 Composants de la solution

1.2.1 Dispositifs d'appel mis à disposition du Résident :

Le résident disposera de dispositifs d'appel dans sa chambre afin de lui permettre d'établir une demande et un renvoi sur le système de téléphonie mobile DECT. Les liens physiques et les licences permettant les renvois vers les postes mobiles seront à la charge du prestataire.

1.2.1.1 Equipements des chambres :

- Une unité d'appel sera mise en place à la tête de chaque lit.
- Un manipulateur d'appel antimicrobien IP67 avec une prise extractible disposant de :
 - Un large bouton rouge en surface rétroéclairé pour être facilement repérable dans l'obscurité.
- 1 Hublot de porte
- 1 tirette appel malade dans les SDB

NB : Le système appel infirmier et les unités d'alarmes médicales devront obligatoirement être certifiés équipements médicaux class I/IIb afin d'être conforme à la norme médicale répondant à la DIRECTIVE 93/42/EEC afin que l'établissement ne puisse pas être mis en défaut pas rapport à la législation CE en vigueur.

1.2.1.2 Equipements salle de bain / Sanitaire – locaux communs.

- Une unité d'appel étanche avec un cordon de tirage équipé d'une protection contre l'arrachement sera mise en place dans le volume 1 de la salle de bain.
- Une unité d'annulation d'appel dans le sanitaire permettra d'annuler l'appel sanitaire. Par principe fondamental de sécurité, l'appel sanitaire est traité comme un appel indépendant et l'annulation de celui-ci se fera uniquement dans le sanitaire à partir de l'unité d'annulation dédiée à cette fonctionnalité.
- 1 Hublot de porte

1.2.2 Gestion Appels infirmier

Pour éviter une transmission des informations multiples, liée aux événements des résidents, et sans gestion de suivi, une application de gestion des appels provenant de système d'appels infirmières sera mise en place.

L'application aura pour but d'administrer, d'afficher et d'enregistrer l'ensemble des appels.

À partir de tous PC(s) connectés au réseau LAN de l'établissement, un utilisateur pourra s'identifier à l'application et en fonction de ces droits associés, il sera possible :

- Planifier l'affectation d'une équipe soignante à chaque résident.
- Afficher le plan de l'établissement avec les informations suivantes :
 - o Etat de la chambre : Libre ou occupé
 - o Fiche d'identité du résident occupant la chambre (Photo, Date d'anniversaire, Nom, Prénom)
- Suivre l'état des demandes en temps réel en facilitant la lecture de celles-ci :
 - Les chambres en appel (les multiples états d'appels définis dans le système seront représentés par des couleurs différentes et une tonalité sonore différente)
 - Les chambres en présence (l'identité du soignant présent sera affichée)
 - Les chambres défaillantes (problèmes techniques).
- Escalader les appels après un temps définis sans réponse vers d'autres ressources et autres médias de communication de type e-mail/GSM/...
- Editer/Imprimer l'historique des événements par date ou/et par lieux.
- Effectuer des statistiques des événements.
- Configurer l'ensemble des scénarios personnalisés en fonction des besoins de l'établissement.
- Archiver et assurer la traçabilité de l'ensemble des événements.
- La réception et la lecture d'une information notifiée sera possible durant une communication téléphonique.
- Le message présentera au minimum en clair les informations suivantes :
 - Identité du lieu en appel (nom du résident / N° de chambre / désignation du lieu...).
 - Type de l'évènement (Appel, assistance, présence, défaut technique...).
 - Heure et date de l'évènement.
- Pour faciliter la lecture des informations multiples, la notification de chaque niveau d'appel sera associée à une couleur et une tonalité sonore différente lors de la présentation du message réceptionnée sur le mobile.
- La répétition de l'appel sera effective jusqu'à ce l'utilisateur valide le message par l'activation d'une touche de prise en compte.
- Le personnel pourra associer des commentaires sur les actions effectuées dans la chambre du résident après avoir activé et identifié sa présence. Les DECT recevront les informations d'alarme incendie grâce au module de couplage UAM.

1.2.3 Signalisation des alarmes du système appel infirmière dans les circulations/couloir :

Des hublots de signalisation seront positionnés au-dessus de chaque porte de chambre & de locaux communs. Les hublots de couloir peuvent contenir jusqu'à 4 sections de barrettes à LED différentes. Chaque section doit supporter une barrette à LED avec un choix de 4 couleurs différentes pour signaler la fonctionnalité en cours.

1.2.4 Terminal de signalisation Salles de soins / Offices Infirmier

Un afficheur intégrant un écran graphique rétroéclairé à LCD (à cristaux liquides), ayant des caractères faciles de lire équipera l'ensemble des salles de soins / offices infirmières. Les événements doivent être indiqués par LED 3 couleurs pour faciliter la gestion des priorités. Les afficheurs d'office disposeront de boutons de fonction et de navigation pour faciliter la gestion de l'affichage des appels.

1.2.5 Signalisation sur le personnel de l'établissement.

Le personnel de l'établissement sera équipé d'un terminal mobile DECT gérant toutes les fonctionnalités nécessaires à sa fonction, et cela où qu'il se trouve dans l'établissement.

1.2.6 Le terminal mobile DECT

Il intégrera, en complément de la téléphonie classique, la fonctionnalité de radiomessagerie, lui permettant ainsi la notification sonore et par des messages textes de l'ensemble des événements provenant du système appel infirmier.

- La réception et la lecture d'une information notifiée sera possible durant une communication téléphonique.
- Le message présentera au minimum en clair les informations suivantes : ▪ Identité du lieu en appel (nom du résident / N° de chambre / désignation du lieu...).
- Type de l'évènement (Appel, assistance, présence, défaut technique...).
- Heure et date de l'évènement.

- Pour faciliter la lecture des informations multiples, la notification de chaque niveau d'appel sera associée à une couleur et une tonalité sonore différente lors de la présentation du message réceptionnée sur le mobile.
- La répétition de l'appel sera effective jusqu'à ce l'utilisateur valide le message par l'activation d'une touche de prise en compte.
- Le personnel pourra associer des commentaires sur les actions effectuées dans la chambre du résident après avoir activé et identifié sa présence. Les DECT recevront les informations d'alarme incendie grâce au module de couplage UAM.

1.2.7 Le terminal mobile DECT

Il intégrera, en complément de la téléphonie classique, la fonctionnalité de radiomessagerie, lui permettant ainsi la notification sonore et par des messages textes de l'ensemble des événements provenant du système appel infirmier.

- Réseau LAN
- Autocom-PABX

1.2.8 Spécification du Système

1.2.8.1 Synoptique de la solution

- Solution Mobilité IP-DECT
- Solution Appel infirmier IP
- Solution Applications métiers

1.2.9 Architecture du système appel infirmières

Le système d'appel infirmier sera IP et devra avoir une infrastructure matérielle décentralisée, afin d'éviter d'avoir un seul point de coupure. Par conséquent, les nœuds IP sont dits « intelligents » et agissent comme des modules autonomes IP sur le réseau.

La technologie IP se situe dans un hublot de couloir, placé en extérieur de la chambre pour en faciliter l'accès en cas de maintenance.

Le nœud IP (Hublot de chambre) supportera la gestion de 3 bus de chambres de 2 paires permettant la gestion maximum des périphériques de 3 chambres.

Un système d'appel infirmier IP doit supporter une gestion décentralisée. Les nœuds IP ont une gestion locale et sont capables de communiquer entre eux afin de partager et de distribuer l'information.

Un système d'appel infirmières IP doit être paramétré et adapté au fonctionnement du client. Si le réseau tombe, les fonctionnalités de base doivent être assurées.

Les fonctionnalités suivantes doivent être totalement opérationnelles, même en cas de coupure réseau :

- Les Appels Patients et Appels Infirmières doivent être acceptés & mémorisés par le système.
- Les Informations de tranquillisation doivent être fournies aux appelants (patient et infirmière)
- La signalisation lumineuse du hublot de couloir et la signalisation sonore, doivent être possible.
- Dès que la connexion réseau reprend, les appels sont retraités au fil de l'eau.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES Affaire : I37-21050- Appel made / Autocom /Serveur de notification pour le bâtiment Dauphin EHPAD LE DAUPHIN
ESSOR Ingénierie 37 Date : 25/04/2022 42 rue de la Gitonnière - 37300 JOUE-LES-TOURS Page : 38 / 58

1.2.10 Alimentation du système appel infirmier

Au-delà du cadre légal et des effets de mode, les enjeux du développement durable (environnement, économique, social/sociétal) dans les établissements de santé intègre la maîtrise des gaspillages d'exploitation (énergie, ...)

Le système Appel infirmier devra s'inscrire dans ces enjeux et pour cela :

- Il n'excédera pas à une consommation supérieure à 3 Watts par chambre.
- La signalisation du système appels infirmières dans les couloirs sera à LEDs uniquement.
- Il sera alimenté à travers le réseau LAN en mode PoE, Power over Ethernet, Conformément à la norme IEEE 802.3af.

1.2.11 Architecture du système de mobilité DECT

Une solution IP-DECT conforme aux standards DECT GAP-CAP basée sur une plate-forme TCP/IP 10/100. Base-T associant les fonctionnalités de radiomessagerie sera déployée sur l'établissement.

Des bornes radios IP-DECT avec antennes intégrées seront déployées sur l'établissement afin d'en assurer une couverture radio totale. Elles seront directement connectées et alimentées par le réseau LAN.

La solution IP-DECT est indépendante du système de téléphonie et pourra s'interfacer à celui-ci par des liaisons SIP ou/et analogiques.

Cette solution permettra en mode restreint la transmission et/ou la réception de tous les types d'alarmes vers ou depuis les mobiles et cela même en cas de défaillance du PABX (Seule la fonction voix sera liée au fonctionnement du système de téléphonie (PABX).

La plateforme IP-DECT est composée de bornes IP-DECT avec canaux.

Les bornes radio possèdent 8 canaux voix, les informations d'alarmes transitant par le réseau DECT utilisent des canaux dédiés.

En cas de saturation des canaux voix le système assurera toujours le transfert des alarmes :

- D'une gamme de terminaux mobiles complète permettant d'assurer différentes fonctions :
 - o Téléphonie
 - o Radiomessagerie

1.2.12 Conditions Réseaux

- Les systèmes d'appel infirmier IP & IP-DECT peuvent utiliser le réseau du client déjà en place.
- Il ne surchargera pas le réseau existant en fonctionnement.

Certaines conditions spécifiques peuvent générer la mise en place d'un réseau dédié.

Par exemple ce qui est le cas pour respecter la norme VDE 0834-1/2. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES.

Dans ce cas, le système d'appel infirmières doit supporter le réseau dédié qui peut occasionnellement être lié au réseau client existant pour des raisons de gestion.

Un système d'appel infirmières IP & IP- DECT doivent supporter les normes réseaux suivantes :

- Réseaux 10/100 BaseT, supportant « l'auto-négociation »
- Alimentation PoE, Power over Ethernet, (802.3 a.f. et 802.3 a.t.).
- Support de l'UDP pour un fonctionnement avec des aspects de sécurité gérés dans l'application
- Des adresses IP fixes depuis un serveur DHCP en mode automatique d'attribution.
- Chiffrement de toutes les données, utilisant un algorithme de 128 bits

1.2.13 Câblage du système

- Réseau LAN Ethernet et Câbles de Bus de chambre

Le câblage du système est classifié comme très basse tension. Donc celui-ci doit être séparé des systèmes de câblage haute tension par l'utilisation de gaines et câbles séparés.

1.2.13.1 Câble réseau LAN Ethernet

Le câble requis pour le LAN Ethernet doit être conforme à la spécification TIA/IEA 568-A Cat 5 ou supérieur.

C'est un câble standard 4 paires torsadées à la norme (UTP) avec un diamètre de fil monobrin de 0.5mm (AWG 23). CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES.

ESSOR Ingénierie 37 Date : 25/04/2022 42 rue de la Gitonnière - 37300 JOUE-LES-TOURS Page : 40 / 58

Type de Câble	Taille de fil Diamètre/ AWG	Longueur Maxi du Câble
Catégorie 6A		90 m

Centre Communal d'Action Sociale des Abymes

Marchés publics en procédure adaptée (article 2023-1)

CONDITIONS GENERALES D'ACHAT

Article 1 : CADRE CONTRACTUEL

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application de l'Article R-2123-1 DU Code de la commande publique.

La présente commande est également soumise aux dispositions du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes (CCAG/FCS) – décret n° 2021-357 du 30 mars 2021.

Ordre de priorité des documents :

- Dispositions particulières figurant au recto
- Dispositions des conditions générales d'achat
- Dispositions du CCAG/FCS

En acceptant la commande le titulaire renonce définitivement à l'application de ses conditions générales d'achat – à quelque moment ou sous quelque forme qu'elles puissent être ou avoir été présentées.

Article 2 – GARANTIE

Toutes les fournitures objet de la commande sont garanties dans les conditions prévues à l'article 33 du CCAG/FCS. Sauf indication contraire figurant dans les conditions particulières au recto, la durée de la garantie est de 1 an à compter de la date d'acceptation de la fourniture.

Article 3 – LIVRAISON

Sauf indications contraires figurant au recto, toutes les livraisons sont à effectuer : l'EHPAD Jérémie JALTON, rue Marcel Remblière - Dothémare - 97139 Les Abymes, pendant les heures d'ouverture : du lundi au vendredi de 7h30 – 14h30.

Les livraisons sont effectuées franco de port et d'emballage.

Elles devront être accompagnées d'un bordereau de livraison permettant l'identification de la fourniture dont : référence de la commande – désignation, référence et quantité (un bordereau par colis et un bordereau récapitulatif en cas de colisage multiple).

Les fournitures visiblement détériorées ou non conformes ne seront pas acceptées. Celles reconnues défectueuses ou non conformes dans le cadre des opérations de vérifications seront retournées ultérieurement au frais du titulaire.

Article 4 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET RECEPTION

Ces opérations seront effectuées dans les conditions de l'article 27 à 30 du CCAG/FCS. Les délais ouverts au pouvoir adjudicateur sont – sauf indications contraires figurant au recto – de 15 jours à compter de la date de livraison des fournitures.

La date de notification de l'acceptation des fournitures, vaut date de transfert de propriété. Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà des délais ouverts vaut acceptation sans réserves.

Article 5 – DELAIS – PENALITES

S'ils ne sont pas fixés en date calendaire, les délais s'exécutent à compter de la date de notification de la commande.

En cas de dépassement des délais – et sauf dispositions contraires figurant au recto - le titulaire encoure sans mise en demeure préalable les pénalités calculées selon les dispositions de l'article 14-1 du CCAG/FCS.

Article 6 – PRIX

Sauf indications contraires figurant au recto, les prix de la présente commande sont fermes (non révisables et non actualisables).

Si la commande a été notifiée au-delà du délai d'option – qui ne saurait être inférieur à 90 jours – fixé par le titulaire, celui-ci pourra la refuser, dans un délai maximum de 5 jours après sa notification.

Au-delà de ce délai il sera réputé avoir accepté la commande dans les conditions fixées par les présentes.

Article 7 – FACTURATION

Les factures afférentes au marché seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La raison sociale, le siège social et l'adresse du titulaire ;
- Les numéros SIRET, SIREN ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement (accompagnées d'un RIB) ;
- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La désignation claire de la prestation exécutée ;
- Le montant hors taxes des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- Le prix des prestations accessoires ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total T.T.C. des prestations livrées.

Article 8 – PAIEMENTS

Les paiements seront effectués au compte du titulaire indiqué lors de la facturation. Les factures seront déposées sur la plateforme CHORUS, accompagnées d'un RIB, d'un extrait Kbis et d'une fiche INSEE.

Le délai global de paiement est fixé entre 30 jours et 60 jours maximum.

Article 9 – RESILIATION

Le marché peut être résilié dans les conditions fixées le CCGA/FCS.

Article 10 – RESPECT DE LA LEGISLATION ET DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Le titulaire affirme, sous peine de résiliation de plein droit à ses torts exclusifs :

- Qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant de l'article L.2141-1 à L.2141-5 ou aux articles L-2141-7 à L-2141-10 du Code de la commande publique ;
- Qu'il ne lui a été notifié aucune décision d'exclusion des marchés publics de l'Etat et des Collectivités Territoriales.

Article 11 – MARCHES D'INFORMATIQUE ET DE BUREAUTIQUE

Les dispositions du chapitre VII du CCAG/FCS peuvent être applicables à la présente commande, sous réserve que les dispositions particulières fixées au recto le prévoient.

Article 12 – REGLEMENT DES LITIGES

Le présent marché est soumis aux dispositions prévues par les articles R-2197-1 et suivants (Comité Consultatif de règlement amiable des différends ou des litiges relatifs aux marchés publics) et L-2197 (arbitrage) du Code de la commande publique.

A défaut tout litige survenant dans l'exécution du présent marché relève de la seule compétence des tribunaux de l'ordre administratif.

Article 13 – DATE D'EFFET

La date de notification de la présente commande vaut date d'effet du marché.

Article 14 – INTRODUCTION DES VOIES DE RECOURS.

En cas de litige, le tribunal administratif français est seul compétent. Si un litige opposant le prestataire et le CCAS ne trouve pas de règlement amiable, le tribunal administratif compétent est celui de Basse-Terre.

Précisions concernant les délais d'introduction des recours :

- a) Toute décision administrative peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le délai de recours contentieux lorsqu'il est formé avant l'expiration de ce délai.
- b) Un recours en excès de pouvoir peut être exercé (et être éventuellement assorti d'une demande en référé suspension des actes attaqués dans le même délai) : le délai est de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision contestée.
- c) Référé précontractuel : peut être introduit jusqu'à la signature du marché (art. L551-1 du code de justice administrative).
- d) En cas d'urgence : référé liberté et référé conservatoire (art. L521-2 et L521-3 du code de justice administrative)
- e) Un recours en plein contentieux peut être introduit par le titulaire après la notification du marché.

En acceptant la commande le titulaire accepte sans réserve l'ensemble des dispositions précédentes.